

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 30 novembre 2022
(Convocation du 24 novembre 2022)

Aujourd'hui, le 30 novembre 2022 à 15h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice	
• Nombre	8
• Voix	8
Présents	
• Nombre	3
• Voix	3
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	3
• Voix	3
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Paul Carrère

Étaient excusés :

M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre



OBJET : Foncier - Ressource en eau - Réservoir du Lourden - Convention d'autorisation de surplomb pour installation de la fibre optique en pied du réservoir du Lourden à Duhort-Bachen (40)

Exposé des motifs :

Par délibération du 12 mars 2019, le syndicat départemental d'équipement des communes des Landes (SYDEC) a lancé un appel à manifestation d'engagement local visant à mobiliser l'investissement privé pour finaliser la couverture fibre optique de son territoire dans le cadre prévu à l'article L. 33-13 du code des postes et des communications électroniques. La société Altitude Infrastructure THD a été retenue pour cette opération et a créé la société Altitude Fibre 40.

Par courrier en date du 5 juillet 2022, la société Altitude Fibre 40 a sollicité l'autorisation de l'Institution Adour pour déployer un réseau aérien de fibre optique très haut débit sur le site du réservoir du Lourden sur la commune de Duhort-Bachen (40) au droit des parcelles sises en pied de barrage et propriété de l'Institution Adour. Sont concernées les parcelles référencées sur la commune de Duhort-Bachen section D n° 491, 516, 519, 520, 528, 530 et 547. La longueur du câble posé en surplomb sera de 324 mètres.

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L.2125-1 et L.2221-1,

Vu le code civil et notamment ses articles 537 et 555,

Vu les statuts en vigueur de l'Institution Adour tels que validés par arrêté inter préfectoral en date du 21 septembre 2022,

Considérant la demande émanant la société Altitude Fibre 40 en date du 5 juillet 2022,

Considérant que la demande formulée est compatible avec l'usage par le propriétaire des parcelles précitées qui a prévalu à leur acquisition,

Considérant le projet de convention tel que proposé à intervenir entre Altitude Fibre 40 et l'Institution Adour,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'autoriser Altitude Fibre 40 à implanter un réseau aérien de fibre optique très haut débit, sur une longueur de 324 mètres, surplombant les parcelles D 491, 516, 519, 520, 528, 530, 547 de l'Institution Adour sises sur le site du lac du Lourden selon les modalités visées dans la convention entre Altitude Fibre 40 et l'Institution Adour telle qu'annexée,
- d'approuver les termes de la convention à intervenir entre l'Institution Adour et Altitude Fibre 40,
- d'autoriser le président à signer la convention et les éventuels documents afférents, et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Envoyé en préfecture le 06/12/2022

Reçu en préfecture le 06/12/2022

Affiché/Publié le 07/12/2022

ID : 040-254002264-20221130-221130H1732H1-DE



Fait et délibéré le 30 novembre 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.

CONVENTION D'OCCUPATION SUR LE DOMAINE PRIVE AU PROFIT D'ALTITUDE FIBRE 40

POUR L'IMPLANTATION D'UN RESEAU AERIEN COMMUNE DE DUHORT-BACHEN

Entre les soussignés

La Société ALTITUDE FIBRE 40, société par actions simplifiée à associé unique au capital de 50 000€, immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Evreux sous le numéro 845 170 604, dont le siège social est situé 2247 Voie de l'Orée à Val-de-Reuil (27100).

Représentée par ERATO, société par actions simplifiée au capital de 100 0000 euros, immatriculée au R.C.S. d'Evreux sous le numéro 824 388 383, dont le siège social est situé 2247 Voie de l'Orée à VAL DE REUIL (27100).

Elle-même représentée par ALTITUDE INFRASTRUCTURE THD, Société par actions simplifiée au capital de 3 000 0000 euros, immatriculée au R.C.S. de Nanterre sous le numéro 809 822 935, dont le siège social est situé Tour Initiale, 1 Terrasse Bellini, 92919 Paris La Défense Cedex.

Elle-même représentée par Madame Ilham DJEHAICH, en sa qualité de Directrice Générale.

Ci-après dénommée le « **Bénéficiaire** » ou « **ALTITUDE FIBRE 40** ».

D'une part,

Et

L'INSTITUTION ADOUR, domicilié au **38 RUE VICTOR HUGO 40000 MONT-DE-MARSAN**, agissant aux présentes en qualité de propriétaire de la parcelle cadastrée numéro **491, 516, 530, 519, 528, 520 547** section **D**, sur la commune de **DUHORT-BACHEN**.

Ci-après dénommée le « **Propriétaire** ».

D'autre part,

Chacune des parties étant individuellement dénommée la « Partie » et, collectivement, les « Parties ».



PREAMBULE :

Par délibération du 12 mars 2019, le Syndicat départemental des équipements des communes des Landes (la « **Collectivité** ») a lancé un Appel à Manifestation d'Engagement Local (ci-après « **AMEL** ») visant à mobiliser l'investissement privé pour finaliser la couverture FTTx de son territoire dans le cadre prévu à l'article L. 33-13 du Code des postes et des communications électroniques.

A ce titre l'engagement d'Altitude Infrastructure THD pris au titre de l'article L.33-13 du Code des postes et des communications électroniques en vue de la construction d'un réseau FTTx sur le territoire des Landes a été accepté par la Collectivité puis validé par arrêté ministériel en date du 19 décembre 2019 (ci-après l'« **Engagement** »).

La Collectivité et la société ALTITUDE INFRASTRUCTURE THD ont conclu une convention de partenariat (« **Convention Bilatérale** ») afin de définir les engagements de chacune des parties pour le déploiement du Réseau sur un périmètre déterminé.

Altitude Infrastructure THD conformément à son engagement a constitué la société ALTITUDE FIBRE 40, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé 2247 Voie de l'Orée, 27100 Val-de-Reuil immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'Evreux sous le numéro unique d'identification 845 170 604 (le « **Maître de l'Ouvrage** »), qui s'est substituée à elle de plein droit dans l'Engagement le 18 décembre 2020.

La Société ALTITUDE FIBRE 40 doit procéder à l'implantation d'infrastructures composant le réseau de communications électroniques.

Dans ce cadre, le Code des postes et communications électroniques accorde aux exploitants de réseaux, à l'instar d'ALTITUDE FIBRE 40, le bénéfice d'un droit de passage, sur le domaine public routier et dans les réseaux publics relevant du domaine public routier et non routier, à l'exception des réseaux et infrastructures de communications électroniques, et de servitudes sur les propriétés privées.

La Société ALTITUDE FIBRE 40 souhaitant privilégier l'accord de volonté entre les Parties, propose de définir conventionnellement les modalités d'implantation, d'exploitation et d'entretien des équipements de communications électroniques dans le but de l'arrivée de la fibre optique très haut débit sur le domaine privé de **L'INSTITUTION ADOUR**, Propriétaire de la Parcelle visée à l'Article 3 de la présente Convention.

LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :



Article 1 - DEFINITIONS

« **Annexe** » désigne toute annexe à la présente Convention. Les Annexes font partie intégrante de la présente Convention.

« **Article** » désigne un article de la présente Convention.

« **Convention** » désigne la présente convention d'occupation du domaine privé.

« **Equipement(s)** » désigne le ou les éléments installés par le Bénéficiaire sur / au-dessus de la Parcelle du Propriétaire.

« **Parcelle** » désigne la parcelle décrite à l'Article 3 de la présente Convention.

« **Ouvrage(s)** » désigne le ou les éléments installés ou déployés sur la Parcelle du Propriétaire.

« **Réseau aérien** » désigne le réseau déployé par le Bénéficiaire en aérien sur la Parcelle du Propriétaire conformément au plan en Annexe 1.

Article 2 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet de fixer les modalités juridiques et techniques de l'autorisation donnée par **L'INSTITUTION ADOUR**, Propriétaire de la Parcelle, pour installer un Réseau Aérien **sur son domaine privé**.

La présente Convention autorise dans un premier temps le Bénéficiaire à intervenir et construire le Réseau aérien sur le domaine privé désigné à l'Article 3.

Elle autorise ensuite l'occupation du domaine privé concerné pour toute la durée d'exploitation des Equipements ou jusqu'à leur enlèvement par le Bénéficiaire, à la fin normale ou anticipée de la présente Convention.

Article 3 - DESIGNATION PARCELLAIRE

Le Propriétaire après avoir pris connaissance de l'implantation d'un Ouvrage, telle qu'indiquée sur le plan sommaire ci-annexé et dont la description figure ci-après, accorde au Bénéficiaire une autorisation d'implantation et d'occupation sur la parcelle désignée ci-après et située sur le ban de la commune de **DUHORT-BACHEN**.

- Section : **D**
- Parcelle cadastrée : n° **491, 516, 530, 519, 528, 520 547**

Ci-après dénommée la « Parcelle ».

Nature de l'Ouvrage : Réseau aérien

Equipement installé : Câble de fibres optiques déployé sur un réseau aérien **ORANGE** surplombant la Parcelle.

Longueur du câble posé en surplomb : **324 mètres**



Article 4 - DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Droits et obligations du Bénéficiaire

4.1.1 Droits

Cette autorisation d'implantation et d'occupation donnera droit au Bénéficiaire et à toute personne mandatée par elle en accord avec le Propriétaire ou son ayant droit :

4.1.1.1 De déployer en aérien sur la Parcelle visée à l'Article 3, le câble de fibres optiques ;

4.1.1.2 D'une façon générale, d'exécuter tous les travaux nécessaires sur le terrain pour la construction, l'exploitation, la surveillance, l'entretien, la réparation, l'enlèvement de tout ou partie de l'ouvrage ;

4.1.1.3 De procéder aux abattages ou dessouchements des arbres ou arbustes nécessaires à l'exécution ou l'entretien de l'ouvrage ci-dessus ;

4.1.1.4 De partager les installations avec un autre opérateur.

4.1.2 Obligations

Le Bénéficiaire s'engage à :

4.1.2.1 Communiquer au Propriétaire, préalablement à tout commencement de travaux, l'identité de la société mandatée par elle, ainsi que la date d'intervention.

4.1.2.2 Agir en lieu et place du Propriétaire lorsque la réalisation des Ouvrages, objet de la présente Convention, requiert l'accomplissement préalable de procédures établies par les lois et règlements nécessaires à la mise en place de la présente Convention ;

4.1.2.3 Exécuter tous les travaux de telle sorte que les dommages à la propriété soient réduits au minimum ;

4.1.2.4 Remettre en état le terrain à la suite des travaux de pose de l'Ouvrage et des travaux de réparation ou d'enlèvement de tout ou partie de l'Ouvrage ;

4.1.2.5 Assumer la responsabilité de tous dommages matériels directs trouvant leur origine dans les Equipements du réseau ; Sont expressément exclues, les dommages immatériels ou indirects ;

4.1.2.6 Indemniser l'ayant droit (Propriétaire ou exploitant de la Parcelle) des dommages matériels directs qui pourraient être causés au terrain, à la surface enherbée et aux plantations éventuelles, en raison de l'exécution des travaux de construction, d'entretien, de réfection ou de suppression des Ouvrages ou de l'exercice du droit d'accès au terrain, et, d'une façon générale, de tout dommage qui serait la conséquence directe de ces travaux.



4.2 Droits et Obligations du Propriétaire

Le Propriétaire, conserve la pleine propriété du terrain.

Il s'engage :

4.2.1 A permettre, à tout moment, le libre accès à l'Ouvrage et à la propriété notamment pour toute action de travaux et de maintenance de l'Ouvrage par le Bénéficiaire, ses sous-traitants ou tout autre agent mandaté par le Bénéficiaire ;

4.2.2 A s'abstenir de tout acte de nature à nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation des Ouvrages ;

4.2.3 A indiquer les obligations résultant de la présente Convention à l'exploitant éventuel du terrain, ou au nouvel exploitant en cas de changement ;

4.2.4 En cas de mutation à titre gratuit ou onéreux de la Parcelle considérée, à indiquer et à faire respecter au nouvel ayant droit et à tous ayant droits successifs les obligations résultant de la présente la Convention et à leur demander de reprendre en compte cette obligation ;

4.2.5 A signaler par lettre recommandée au Bénéficiaire dans un délai d'un (1) mois, toute intention de démolir, réparer, modifier, clore ou de bâtir la propriété ;

4.2.6 A signaler à ALTITUDE FIBRE 40 (prise en son agence sise 2247 Voie de l'Orée à Val-de-Reuil – 27100), au moins dix (10) jours avant leur commencement, toute intention de travaux susceptibles de porter atteinte à la sécurité de l'Ouvrage par drainages, fouilles, sous-solages, forages, défonçages, enfoncements, etc...(Décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution et ses arrêtés d'application).

Article 5 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente Convention prend effet à compter de la date de signature.

Elle est conclue pour toute la durée de maintien des Ouvrages dont il est question au titre de la présente Convention ou de tous autres ouvrages qui pourraient être substitués sur l'emprise des Ouvrages existants ou, le cas échéant, avec une emprise moindre.

Au regard des impératifs de distribution publique du réseau de télécommunication, le Propriétaire autorise le Bénéficiaire à commencer les travaux dès la signature de la présente convention si nécessaire.

ARTICLE 6 - RESPONSABILITE

En aucun cas, le Propriétaire ne saurait être tenu pour responsable des dommages qui pourraient affecter l'installation du Bénéficiaire, que ces dommages surviennent au cours de l'installation, de l'exploitation, de l'entretien maintenance ou du démontage des Equipements appartenant au Bénéficiaire.



De même, le Propriétaire ne pourrait être tenue pour responsable des dommages de toute nature causée au personnel du Bénéficiaire ou à toute autre personne, dès lors que ces dommages trouveraient leur origine dans l'installation, l'exploitation, l'entretien maintenance ou dans le démontage des Equipements du Bénéficiaire. Le Bénéficiaire s'engage donc à faire son affaire personnelle et à garantir le Propriétaire de tout recours de tiers, ou de toute condamnation intervenue à son encontre, pour ces dommages.

Le Bénéficiaire sera tenu responsable des dommages qu'il causerait à la propriété du Propriétaire durant les phases afférentes à l'installation, l'exploitation, l'entretien maintenance et au démontage des Equipements par le Bénéficiaire, du fait de la simple et seule présence de ces Equipements sur le terrain propriété du Propriétaire.

Le Bénéficiaire et son assureur renoncent à tout recours contre le Propriétaire et son assureur pour les dommages de toute nature pouvant survenir du fait ou à l'occasion de l'occupation, le Propriétaire ne pouvant quant à lui renoncer à recourir contre le Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire prend en charge et assume, les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il est susceptible d'encourir dans le cadre de la présente Convention et ce, pour tous dommages matériel et immatériel vis à vis du Propriétaire, dans la limite de 100 000 euros.

ARTICLE 7 - ETAT DES LIEUX

Un état des lieux contradictoire sera dressé lors de la remise du terrain au Bénéficiaire et avant tout commencement de l'installation de l'Ouvrage. Il sera annexé à la présente Convention.

Lorsque l'Ouvrage sera installé, et avant toute mise en service, un constat contradictoire d'achèvement sera réalisé à la charge du Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire s'engage à prendre en charge la réparation de l'intégralité des dommages causés à la Parcelle mise à disposition du fait de l'installation de l'Ouvrage, peu importe que ces dommages soient imputables au Bénéficiaire ou aux entreprises qu'il aura fait intervenir.

En fin de Convention, lors de la restitution du terrain par le Bénéficiaire, un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement entre les Parties après rendez-vous pris avec le Propriétaire, au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance.

ARTICLE 8 - REMISE EN ETAT DES LIEUX

À l'échéance de la Convention, et sauf accord contraire des Parties, le Bénéficiaire aura l'obligation de procéder au démantèlement des Equipements et à la remise en l'état de la dépendance domaniale à ses frais, en procédant au démontage et à l'enlèvement des éléments constitutifs de l'installation de l'Ouvrage.

Dans le cadre de la remise en état des lieux, le Bénéficiaire s'engage à coordonner ses opérations de démontage enlèvement avec le Propriétaire.

Les prestations nécessaires à la remise en état des lieux seront à la charge exclusive du Bénéficiaire, sauf faute imputable du Propriétaire.



En cas de refus, le Propriétaire mettra le Bénéficiaire en demeure de s'exécuter dans le délai de deux (2) mois.

À l'expiration de ce délai, sans intervention du Bénéficiaire, le Propriétaire fera procéder aux prestations de remises en état nécessaires par l'entreprise de son choix, aux frais du Bénéficiaire.

ARTICLE 9 - PROPRIETE

Les Equipements visés à l'article 4.1.1.1 de la présente Convention et leurs accessoires installés par le Bénéficiaire sont et demeurent sa propriété.

A ce titre, le Propriétaire renonce à tout droit dont il pourrait bénéficier au titre de l'article 552 du Code civil.

ARTICLE 10 - MODALITES FINANCIERES

La présente Convention est conclue à titre gratuit.

ARTICLE 11 - RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente Convention pourra être résiliée à tout moment par le Bénéficiaire.

Il est précisé que le congé devra être notifié au Propriétaire au moins six (6) mois à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Bénéficiaire aura la pleine et entière jouissance des droits cédés à partir du jour de la signature de la présente Convention par le Propriétaire.

La résiliation de la Convention n'ouvrira aucun droit pour le Propriétaire d'obtenir une quelconque indemnisation, à quelque titre que ce soit.



ARTICLE 12 - EXPLOITATION

12.1. EXPLOITATION

Le Bénéficiaire devra exploiter personnellement l'Ouvrage et ne pourra en concéder la jouissance à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement, à titre gratuit ou précaire.

12.2. SOUS-TRAITANCE

Le Propriétaire accepte, dès à présent, toute intervention effectuée par le Bénéficiaire, ses sous-traitants ou tout autre agent mandaté par le Bénéficiaire.

ARTICLE 13 – CESSION DE LA CONVENTION

Par exception à l'Article 12.1, afin de garantir la continuité du service, le Propriétaire accepte, dès à présent toute cession et transfert de la Convention par le Bénéficiaire, à quelque titre et de quelque manière que ce soit (y compris, notamment, dans le cadre de toutes opérations emportant transfert universel du patrimoine).

Dans ce cas, la Société ALTITUDE FIBRE 40 s'engage à informer dès que possible le Propriétaire de cette cession.

Toute cession et transfert de la Convention souhaitée par le Propriétaire doit être acceptée au préalable et par écrit par le Bénéficiaire.

ARTICLE 14 – ASSURANCES

Le Bénéficiaire et le Propriétaire devront chacun à leurs frais prendre une assurance responsabilité civile couvrant toutes les activités pratiquées par chacun d'eux sur la parcelle et être à jour du paiement de leur prime.

Le Bénéficiaire sera tenu de contracter auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances notoirement solvables, une ou plusieurs polices garantissant l'ensemble des risques : corporels et matériels consécutifs ou non consécutifs, trouvant leur origine dans les Equipements installés ou pouvant survenir du fait ou à l'occasion de l'occupation et/ou intervention par son personnel, ses agents et d'une manière générale à tous les tiers.

A première demande, le Bénéficiaire communiquera au Propriétaire l'attestation d'assurance ou la police d'assurance souscrite, sous un délai de huit (8) jours.

ARTICLE 15 - ELECTION DE DOMICILE ET NOTIFICATIONS

Aux fins d'exécution de la Convention et de ses suites, les Parties élisent domicile aux adresses énoncées en tête des présentes.

Toute modification d'adresse devra être notifiée par la Partie qui en est l'objet à l'autre Partie.



Toute notification entre les Parties est valablement faite par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse des Parties.

La date de notification est la date de réception de la lettre recommandée, l'avis de réception faisant foi ou, à défaut de réception, la date de première présentation par les services postaux.

ARTICLE 16 - FRAIS

Les frais afférents à la constitution de la Convention sont à la charge du Bénéficiaire (chaque partie conservant toutefois la charge de ses conseils).

Les frais de l'état des lieux établi par le ministère d'un huissier de justice, ainsi que ceux afférents à la copie des différentes pièces remises au Bénéficiaire, seront partagés par moitié entre ce dernier et le Propriétaire.

Elle vaut, dès sa signature par le Propriétaire, autorisation d'implanter l'Ouvrage, objet de la présente Convention.

Nonobstant de ce qui précède, le Propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente Convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur la Parcelle traversée par les Ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage, en outre, à faire reporter dans tout acte relatif à la Parcelle concernée par les Ouvrages, les termes de la présente Convention.

Eu égard les impératifs de distribution du réseau de télécommunications, le Propriétaire autorise le Bénéficiaire, à commencer les travaux dès la signature de la présente Convention si nécessaire.

ARTICLE 17 - CONFIDENTIALITE

Les Parties s'engagent respectivement à conserver la Convention, ainsi que l'ensemble de ses termes, faits, réclamations, allégations et décisions précités et les négociations qui ont conduit à sa conclusion, strictement confidentiels, et sauf pour les Parties à se prévaloir de cette transaction devant les tribunaux pour en exiger le respect des termes ou demander à ce que soit sanctionné leur non-respect, ou dans le cadre du respect d'une obligation de déclarations aux autorités fiscale compétentes, de leurs obligations comptables, boursières, financières et, plus généralement, de toute autre obligation légale ou réglementaire leur incombant.

ARTICLE 18 - DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES DIFFERENDS

Le Contrat est régi par le droit français.

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente Convention fera l'objet, à l'initiative de la partie la plus diligente, d'une recherche de conciliation préalablement à toute action contentieuse devant la juridiction compétente.

Si aucun accord ne pouvait intervenir à l'occasion de la médiation dans les trente (30) jours calendaires suivant la signification du différend, le litige serait soumis à la juridiction territorialement compétente.

ARTICLE 19 – DISPOSITIONS GENERALES

A. Déclaration - Les Parties déclarent et garantissent qu'elles ont tous pouvoirs, autorité et capacité pour signer la présente Convention et exécuter leurs obligations aux termes du contrat. Notamment, le Propriétaire déclare expressément :

- être seul plein propriétaire de la Parcelle visée par la présente Convention ;
- que l'état civil indiqué en tête des présentes est exact ;
- qu'il n'est pas en état de règlement judiciaire ou de liquidation de biens ;
- qu'il n'est placé sous aucun régime de protection légale, qu'aucune instance ou mesure de procédure dans ce domaine n'est actuellement en cours et qu'aucune mention ne figure à son sujet au répertoire civil ;
- que la Parcelle ne fait pas l'objet d'une copropriété et qu'aucun usufruit n'est détenu sur ladite parcelle ;
- que la Parcelle ne fait pas l'objet de l'existence de tout privilège immobilier spécial, de toute hypothèque ou de toute autre servitude dont il aurait connaissance.

B. Intégralité - Les dispositions de la présente Convention et ses Annexes expriment l'intégralité de l'accord entre les Parties s'agissant des Prestations visées aux présentes et prévaut, en cas de contradiction, sur toutes les négociations, discussions, communications, ententes et conventions antérieures entre les Parties relatives à l'objet des présentes.

C. Modification - Aucune stipulation de la Convention ne pourra être modifiée sans l'accord préalable et écrit des Parties. Toute modification fera l'objet d'un avenant signé par les Parties.

D. Nullité - Au cas où l'une quelconque des stipulations de la Convention viendrait à être déclarée ou reconnue nulle ou autrement dénuée de validité ou d'efficacité, les autres stipulations de la Convention continueraient néanmoins de s'appliquer.

En outre, à la place de toute stipulation nulle ou non exécutoire, les Parties y substitueront, dans la mesure du possible, une stipulation valable et exécutoire aussi proche que possible de cette stipulation nulle ou non exécutoire.

E. Non renonciation - Le fait pour l'une des Parties de ne pas exiger, ni faire appliquer, l'exécution stricte par l'autre Partie d'une quelconque des dispositions de la Convention ou de ne pas exercer un quelconque droit résultant de la Convention ne saurait être interprété comme étant une renonciation ou un abandon du droit par ladite Partie d'invoquer une telle disposition ou un tel droit. Au contraire, ladite disposition ou ledit droit demeureront pleinement en vigueur.



ARTICLE 20 – ANNEXES

Les annexes listées ci-dessous font partie intégrante de la présente Convention :

Annexe 1 : Positionnement de l'implantation sur plan cadastré

Annexe 2 : Etat des lieux

Il sera délivré deux exemplaires originaux, dont un pour la Société ALTITUDE FIBRE 40, et un pour le Propriétaire.

Fait à _____, le _____.

Pour le **Propriétaire**

Pour la **Société ALTITUDE FIBRE 40**

L'INSTITUTION ADOUR

Madame Ilham Djehaich
ALTITUDE FIBRE 40

Par Délégation

Pierre-Yves Michel
Directeur Régional Sud-Ouest

Annexe 1 : Positionnement de l'implantation sur plan cadastré



Envoyé en préfecture le 06/12/2022

Reçu en préfecture le 06/12/2022



ID : 040-254002264-20221130-221130H1732H1-DE

Annexe 2 : Etat des lieux